

505 LN 107 / 13 .

4122

(1938 , 1941-43)

Bonifications d'ancienneté

(convention collective - chap. VIII - art. 33)

	(s)	C.D.	24. 5.38	57	VIII	d (e)
	(s)	C.D.	31. 5.38	75	VII	e
Mémento de la conférence chez le MTP	le		16. 7.38			
	(s)	C.A.	3. 8.38	52	VI	bis
Instruction Générale Personnel n° 29			1. 3.41			
Ordre Général n° 40			30. 1.42			
Rectificatif n° 5 à l'I.G. N° 29			18. 6.42			
" 11 I.G. 29			2. 2.43			

SOCIÉTÉ
NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

P

RECTIFICATIF N° 11
A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE
SÉRIE PERSONNEL N° 29

du 1^{er} mars 1941

« Attribution de la prime de fin d'année, des bonifications d'ancienneté
et des chevrons ».

Paris, le 2 février 1943.

DEL.
COL.

Nm.
42

VI

T.S.V.P.

Il y a lieu de compléter comme suit l'Instruction Générale Série Personnel n° 29 du 1^{er} mars 1941 :

Page 10. — Coller le bécuet ci-dessous au-dessous du 2^e alinéa de l'article 37 concernant l'attribution des

Bécuet à coller sur le
2^e alinéa de l'art. 43
(p. 12) de l'I. G. Person-
nel n° 29 du 1^{er} mars 1941
(rectificatif n° 11 du
2 février 1943).

Le chef du Service exerce son choix parmi les agents visés à l'alinéa précédent, en tenant compte de tous les éléments d'appréciation dont il peut disposer concernant les agents à départager. Il examine spécialement, en particulier, la situation des agents qui ont été promus au grade supérieur en cours d'exercice, de façon à éviter, dans la mesure du possible, de faire perdre aux intéressés le bénéfice du chevron qu'ils auraient obtenu s'ils étaient restés dans leur ancien grade.

Bécuet à coller au-
dessous du 2^e alinéa
de l'article 37 page 10)
de l'I. G. Série Person-
nel n° 29 du 1^{er} mars
1941 (rectificatif n° 11
du 2 février 1943).

Les bonifications d'ancienneté auxquelles les agents visés à l'alinéa précédent auraient pu prétendre d'après leur rang de classement sont toutefois mises en réserve (1).

(1) Pour les agents qui font l'objet d'une mutation de l'une des échelles 1 bis à 6 bis à l'une des échelles de 1 à 18 ou a) à e) et qui, après application des dispositions de l'Annexe II au Fascicule II du Règlement du Personnel (page 201), ne se trouvent plus au maximum de leur nouvelle échelle, les bonifications qui ont été ainsi mises en réserve sont utilisées, dans la mesure nécessaire, pour placer l'agent au dernier échelon de la dite échelle, sans ancienneté dans cet échelon, L'excédent est, le cas échéant, mis à nouveau en réserve.

4122

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

RECTIFICATIF N° 5
A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE
SÉRIE PERSONNEL N° 29
du 1^{er} mars 1941

Paris, le 18 juin 1942.

DEL.
COL.

Nm.
42

II

Les agents devront porter, dans la marge de l'Instruction Générale précitée, la mention : « Modifiée par le Rectificatif N° 5 du 18 juin 1942 ».

Le bétuet ci-dessous est à coller au bas de la page 10 — 3^e alinéa de l'article 37 de l'Instruction Générale Série Personnel n° 29 concernant l'attribution des bonifications d'ancienneté aux agents parvenus au dernier échelon de leur échelle.

Le Directeur Général : R. LE BESNERAIS.

38 W. 37.880. — Paris, Imprimerie administrative Centrale, 2, rue de Furstenberg (1639) - Marché 201

Les bonifications d'ancienneté auxquelles les agents visés à l'alinéa précédent auraient pu prétendre d'après leur rang de classement sont toutefois mises en réserve (1).

(1) Pour les agents qui font l'objet d'une mutation de l'une des échelles 1 bis à 6 bis à l'une des échelles 1 à 18 ou a) à e) et qui, après application des dispositions de l'Annexe II au Fascicule II du Règlement du Personnel (page 201), ne se trouvent plus au maximum de leur nouvelle échelle, les bonifications qui ont été ainsi mises en réserve sont utilisées, dans la mesure nécessaire, pour placer l'agent au dernier échelon de la dite échelle, sans ancienneté dans cet échelon. L'excédent est, le cas échéant, mis à nouveau en réserve.

Paris, le 30 janvier 1942

COPIE

CONVENTION COLLECTIVE
DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT

Le Directeur Général porte ci-après à la connaissance du personnel le texte des articles 36 - §§ 3 et 4 - (concernant les bonifications d'ancienneté) et 42 (concernant les chevrons) de la Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent, dont la rédaction avait été ajournée jusqu'ici.

Ce texte, qui a reçu l'accord des représentants de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer, a été approuvé le 30 décembre 1941.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

Le livre II de la Convention Collective publiée en annexe à l'Ordre Général n° 11, du 20 août 1938, est à compléter à l'aide des béquets ci-joints (pages 12 et 14)

Texte du béquet relatif à
l'article 36

.....
§ 3.- Une bonification d'ancienneté est attribuée aux agents commissionnés qui ont obtenu pour l'exercice une prime de fin d'année majorée.

§ 4. - L'importance de la bonification d'ancienneté varie de un à trois mois suivant le degré de la prime de fin d'année.
.....

Paris, le 1^{er} mars 1941.

COL.
DEL.

Nm.
42

II

ATTRIBUTION DE LA PRIME DE FIN D'ANNÉE ⁽¹⁾,
DES BONIFICATIONS D'ANCIENNETÉ ET DES CHEVRONS

CHAPITRE PREMIER

ÉTABLISSEMENT DES TABLEAUX DE CLASSEMENT

Définition de l'exercice.

1. — L'exercice auquel se rapportent les tableaux de classement dressés en vue de l'attribution de la prime de fin d'année, bonifications d'ancienneté et chevrons s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre suivant.

Pour leur établissement on considère :

- s'il s'agit d'agents confirmés :
la situation qu'ils auront au 31 décembre;
- s'il s'agit d'agents commissionnés :
le grade qu'ils ont effectivement au 1^{er} octobre et l'échelon de traitement qu'ils auront au 31 décembre.

Il est attribué, le cas échéant, à l'agent qui change de grade entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre, un supplément de prime de fin d'année tel que sa prime brute soit au moins égale à la prime brute normale du grade auquel l'intéressé a été promu entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre (2).

Notateur au premier degré.

2. — Le notateur au premier degré classe dans chaque grade d'après leur mérite et la valeur des services rendus au cours de l'exercice, les agents qu'il a sous ses ordres

(1) Désormais la gratification de fin d'année sera dénommée « Prime de fin d'année » ; le terme « prime » désignant tous les éléments de la rémunération — autres que le traitement — soumis à retenues pour la retraite.

(2) Si l'agent a obtenu, pour l'exercice au cours duquel a eu lieu la mutation, un degré de prime de fin d'année réduite (R1, R2...) le supplément à lui accorder éventuellement est tel que sa prime brute soit au moins égale à la prime brute correspondant, dans son nouveau grade, au même degré de prime (R1, R2...).

NOTA. — Les passages écrits en caractères gras reproduisent *in extenso* le texte de la Convention Collective.

au 1^{er} octobre et qui, à la date du 31 décembre, seront commissionnés (ou confirmés) ou en situation de l'être.

Les chefs chargés de noter au premier degré sont, en principe, les agents désignés ci-après :

- *Service de l'Exploitation.* { gares autonomes : Le Chef de Gare;
autres établissements { l'Inspecteur chargé de la circonscription du Mouvement;
- *Service du Matériel et Traction :*
le Chef du Dépôt, d'atelier d'Entretien ou de magasin ou l'Inspecteur;
- *Service de la Voie et des Bâtiments :* le Chef de Section.
- *Bureaux administratifs ou techniques :*
le Chef de Bureau, le Chef d'Etudes ou l'Inspecteur.

Pour les agents des échelles 15 à 18, le notateur au premier degré est le Chef d'Arrondissement (ou assimilé).

Principes du classement.

3. — Le personnel masculin et le personnel féminin sont toujours classés séparément.

Les agents hommes commissionnés et les agents hommes confirmés sont également classés séparément.

Par contre, les femmes confirmées sont classées avec les femmes commissionnées.

Les attachés sont classés avec les agents de leur échelle.

4. — Les punitions ne doivent pas, en principe, influencer sur le classement des agents si elles sanctionnent des fautes résultant de défaillances passagères.

De même, le classement des agents qui ont eu des absences pour maladie ou blessure au cours de l'exercice, doit tenir compte uniquement de la valeur professionnelle, de la conduite et du travail des intéressés et de la difficulté du ou des postes tenus pendant les périodes de présence effective. L'état de santé ne doit intervenir, pour ce qui concerne le classement, que si cet état de santé a eu une répercussion sur la qualité des services.

5. — L'attention des Chefs notateurs est attirée sur le fait que le rang de classement attribué pour un exercice déterminé n'a pas à être systématiquement maintenu pour l'exercice suivant et qu'il peut être rendu moins avantageux sans que l'agent en cause ait en rien démérité, par le seul fait que l'intéressé s'est trouvé, au cours du nouvel exercice, en compétition avec des agents plus méritants que lui.

6. — Si l'agent à noter est depuis moins de six mois sous les ordres du chef notateur, celui-ci se renseigne, auprès du ou des Chefs sous l'autorité desquels l'agent se trouvait précédemment : l'avis de celui-ci ou de ceux-ci est joint aux Tableaux de classement.

7. — Les propositions de classement établies par les notateurs au 1^{er} degré sont transmises au Chef d'Arrondissement (ou Chef de circonscription assimilée).

Mode d'établissement des tableaux de classement.

8. — Les tableaux de classement sont établis par Arrondissement ou Circonscription assimilée pour les agents des échelles 7 et au-dessous (ou assimilés).

Ces tableaux de classement sont établis pour l'ensemble du Service (Central ou Régional) pour les agents des échelles 8 et au-dessus (ou assimilés).

Ils sont également établis pour l'ensemble du Service pour les grades des échelles 7 et au-dessous (ou assimilés) ressortissant à des catégories qui n'ont pas de représentation auprès du Chef d'Arrondissement.

Les tableaux de classement sont établis par grade. Toutefois, **si l'effectif des agents d'un même grade est inférieur à 20, le tableau est établi en groupant des emplois de même échelle** et de la même catégorie pour la représentation du personnel **de façon à réaliser dans toute la mesure du possible un effectif d'au moins 20 unités.**

A. — ÉTABLISSEMENT DES TABLEAUX DE CLASSEMENT PAR ARRONDISSEMENT
(ou circonscription assimilée)

(Agents des échelles 7 et au-dessous ou assimilés).

9. — A l'aide des propositions de classement établies par les notateurs au 1^{er} degré, le Chef d'Arrondissement établit par grade ou par groupe de grades, un classement commun à l'ensemble de l'Arrondissement sur un tableau de classement mod. P-VI-5 comprenant, dans les limites fixées aux articles 21 à 23, en tête les agents proposés pour la majoration M4 classés par ordre d'ancienneté dans l'échelle; puis les agents proposés pour la majoration M3 classés de même et ainsi de suite pour les agents proposés pour les majorations M2, M1, la gratification normale et, le cas échéant, pour chacune des gratifications réduites R1, R2, R3 ou R4.

A égalité d'ancienneté dans l'échelle, les agents sont classés par ancienneté de carrière, puis par âge, l'ancienneté dans l'échelle et l'ancienneté de carrière étant déterminées comme il est indiqué à l'article 19 de l'Ordre Général N° 23. Sur les tableaux comprenant à la fois des femmes commissionnées et des femmes confirmées on classe dans chaque tranche de gratification d'abord les femmes commissionnées, puis les femmes confirmées.

Communication des tableaux de classement aux délégués.

10. — Le Chef d'Arrondissement convoque les délégués titulaires de chaque catégorie et leur communique les tableaux de classement (1).

11. — Pour l'examen de ces tableaux, chacun des délégués dispose d'une demi-journée par 150 agents inscrits aux dits tableaux.

(1) Si le nombre des délégués venait, dans l'avenir, à être sensiblement augmenté par rapport à celui fixé par l'Ordre Général N° 36 du 22 octobre 1940, la communication prévue au présent article comme devant être faite à tous les délégués titulaires, ne serait plus faite, pour chaque catégorie, qu'aux deux délégués titulaires membres de la Commission visée à l'article 12.

Commission d'examen des tableaux de classement.

12. — Huit jours au moins après l'expiration du délai prévu à l'article 11, les tableaux de classement sont examinés par une Commission d'Arrondissement composée :

1° — du Chef d'Arrondissement (ou du Chef de la Circonscription assimilée) assisté de deux fonctionnaires désignés par le Chef du Service;

2° — Des deux premiers délégués d'Arrondissement de la catégorie à laquelle appartiennent les agents à classer.

13. — Le Chef d'Arrondissement apporte aux tableaux de classement les corrections sur lesquelles la Commission est d'accord. Les tableaux de classement pour lesquels il y a accord sont ainsi définitivement arrêtés.

14. — Les tableaux de classement pour lesquels il n'y a pas accord sont envoyés avec les observations du Chef d'Arrondissement et des délégués du Personnel au Chef du Service qui les arrête définitivement après avoir entendu, s'il le juge utile, les délégués représentant auprès de lui des catégories intéressées. Les points de désaccord entre le Chef d'Arrondissement et les délégués qui ont examiné les tableaux de classement sont indiqués au verso des tableaux de classement qui tiennent lieu de procès-verbal.

B. — ÉTABLISSEMENT DES TABLEAUX DE CLASSEMENT DRESSÉS

POUR L'ENSEMBLE DU SERVICE

(Agents des échelles 8 et au-dessus et assimilés).

Etablissement des listes de classement par le Chef d'Arrondissement.

15. — A l'aide des propositions de classement établies par les notateurs au 1^{er} degré, le Chef d'Arrondissement établit par grade ou par groupe de grades une liste de classement commune à l'Arrondissement.

Les listes de classement sont transmises au Chef du Service.

Etablissement des tableaux de classement par le Chef du Service.

16. — Le Chef du Service revise, s'il y a lieu, les listes de classement qui lui ont été adressées par les Chefs d'Arrondissement et établit, par grade ou par groupe de grades, un classement commun à l'ensemble du Service sur un tableau de classement mod. P-VI-5.

Ces agents sont portés sur ce tableau dans les conditions indiquées à l'article 9.

Communication des tableaux de classement aux délégués.

17. — Le Chef du Service convoque les deux délégués titulaires de chaque catégorie membres de la Commission prévue à l'article 18 et leur communique les tableaux de classement.

Pour l'examen de ces tableaux chacun des deux délégués dispose d'une demi-journée par 150 agents inscrits aux dits tableaux.

Commission d'examen des tableaux de classement.

18. — Huit jours au moins après l'expiration du délai prévu à l'article 17, les tableaux de classement établis pour l'ensemble du Service sont examinés par une Commission Régionale composée :

1° — du Chef du Service assisté de deux fonctionnaires désignés par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou par le Directeur Général Adjoint pour les Services Centraux);

2° — des deux premiers délégués auprès du Chef du Service de la catégorie à laquelle appartiennent les agents à classer.

19. — Le Chef du Service apporte aux tableaux de classement les corrections pour lesquelles la Commission est d'accord. Les tableaux de classement pour lesquels il y a accord sont ainsi définitivement arrêtés.

20. — Les tableaux de classement sur lesquels il n'y a pas accord sont envoyés avec les observations du Chef du Service et des délégués du personnel au Directeur de l'Exploitation de la Région (ou au Directeur Général Adjoint pour les Services Centraux), qui les arrête définitivement après avoir entendu, s'il le juge utile, les délégués représentant auprès de lui les catégories intéressées. Les points de désaccord entre le Chef du Service et les délégués qui ont examiné les tableaux de classement sont indiqués au verso des tableaux de classement qui tiennent lieu de procès-verbal.

CHAPITRE II

**RÉPARTITION DES PRIMES DE FIN D'ANNÉE
MAJORÉES, NORMALES OU RÉDUITES**

Répartition des primes majorées.

21. — Dans chaque tableau de classement, les agents classés en tête, à raison de 5 % de l'effectif, sont proposés pour une prime majorée de 40 % (prime M4).

Les agents suivants compris entre 5 et 15 % de l'effectif sont proposés pour une prime majorée de 30 % (prime M3).

Les agents suivants compris entre 15 et 30 % de l'effectif sont proposés pour une prime majorée de 20 % (prime M2).

Les agents suivants compris entre 30 et 50 % de l'effectif sont proposés pour une prime majorée de 10 % (prime M1).

Les pourcentages de 5 %, 15 %, 30 % et 50 % visés ci-dessus sont arrondis au nombre entier immédiatement supérieur (1).

(1) Par exemple, pour un groupe de 95 agents, les pourcentages de 5 %, 15 %, 30 % et 50 % sont respectivement égaux à 4,75, 14,25, 28,50 et 47,50 et sont arrondis à 5, 15, 29 et 48.

On propose donc pour ce groupe :
5 agents pour la prime M4,
15-5 = 10 agents pour la prime M3,
29-15 = 14 agents pour la prime M2,
48-29 = 19 agents pour la prime M1.

22. — Pour les grades ou groupes de grades comportant un effectif de moins de 20 agents, la répartition des primes majorées est, en principe, la suivante :

EFFECTIF des AGENTS	NOMBRE DE PRIMES MAJORÉES M1, M2, M3, M4				
	M4	M3	M2	M1	TOTAL
19.....	1.....	2.....	3.....	4.....	10
18.....	1.....	2.....	3.....	3.....	9
17.....	1.....	2.....	3.....	3.....	9
16.....	1.....	2.....	2.....	3.....	8
15.....	1.....	2.....	2.....	3.....	8
14.....	1.....	2.....	2.....	2.....	7
13.....	1.....	1.....	2.....	3.....	7
12.....	1.....	1.....	2.....	2.....	6
11.....	1.....	1.....	2.....	2.....	6
10.....	1.....	1.....	1.....	2.....	5
9.....	1.....	1.....	1.....	2.....	5
8.....	1.....	1.....	1.....	1.....	4
7.....	1.....	1.....	1.....	1.....	4
6.....	1 M4.....	ou 1 M3.....	1.....	1.....	3
5.....	1 M4.....	ou 1 M3.....	1.....	1.....	3
4.....	1 M4.....	ou 1 M3.....	1 M2.....	ou 1 M1.....	2
3.....	1 M4.....	ou 1 M3.....	1 M2.....	ou 1 M1.....	2
2.....	une des primes M1, M2, M3 ou M4.....				1
1.....	une des primes N, M1, M2, M3 ou M4.....				1

Répartition des primes normales ou réduites.

23. — Après répartition des primes majorées, les agents suivants sont proposés pour la prime normale. Toutefois, les agents dont la valeur professionnelle, la conduite ou les services rendus auraient été reconnus insuffisants peuvent être proposés pour des primes réduites de 10 %, 20 %, 30 % ou 40 % (prime R1, R2, R3 ou R4) sans que le nombre total des primes réduites attribuées aux agents d'un même tableau puisse dépasser 10 % de l'effectif de ce tableau.

CHAPITRE III

**DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA PRIME
DE FIN D'ANNÉE**

A. — MONTANT DE LA PRIME BRUTE

Détermination du montant brut de la prime normale.

24. — Pour les agents commissionnés à service continu, les primes normales correspondant aux différentes échelles sont égales aux pourcentages du traitement annuel (1) indiqués ci-après.

(1) Augmenté le cas échéant du supplément de traitement attribué à certains agents.

Le traitement à considérer est celui qui correspond au grade qu'a effectivement l'agent au 1^{er} octobre et à l'échelon de traitement qu'il doit avoir au 31 décembre.

ECHELLES	POURCENTAGE de la PRIME NORMALE
1 — 2 — 3 — a — b — c — d — A — B — C — D — 1 bis — 3 bis — G1 — G2 — F1 — F1 bis — F3 — F3 bis — F3 ter — Fa — Fb — Fc — Fd — Fe — FA — FB — FC — FD.....	5 %
4 — e — E — 4 bis — F4.....	5,5 %
5 — f — 5 bis — F5 — F5 bis.....	6,5 %
6 — g — 6 bis — F6.....	7,5 %
7 — F7 — F7 bis.....	8 %
8 — F8.....	8,5 %
9.....	9 %
10 — F10.....	9,5 %
11.....	10 %
12 — F12.....	10,5 %
13.....	11 %
14 — F14.....	12 %
15 — F15.....	13 %
16 — F16.....	13,5 %
17.....	14 %
18.....	14,5 %

Les pourcentages des primes normales des agents confirmés à service continu sont égaux à ceux appliqués aux agents commissionnés auxquels ils sont assimilés; leurs valeurs sont indiquées ci-après :

GRADES	POURCENTAGE de la PRIME NORMALE
Tous les élèves et les mineurs autres que ceux visés ci-dessous (emplois assimilés à ceux des échelles 1, 2 et 3).....	5 %
Les mineurs ouvriers spécialistes (emplois assimilés à ceux de l'échelle 4).....	5,5 %
Les mineurs expéditionnaires.....	6,5 %
Les mineurs calqueurs.....	
Les mineurs dessinateurs-calqueurs.....	8 %
Les mineurs piqueurs.....	

25. — La prime normale des agents à service discontinu (commissionnés ou confirmés) est égale à 5 % du traitement annuel au 31 décembre augmenté de la somme forfaitaire de 680 f représentant la valeur du logement gratuit.

Détermination du montant brut des primes de fin d'année majorées ou réduites.

26. — Les primes majorées M1, M2, M3, M4 représentent respectivement 110 %, 120 %, 130 %, et 140 % de la prime normale.

Les primes réduites R1, R2, R3, R4 représentent respectivement 90 %, 80 %, 70 % et 60 % de la prime normale.

Barèmes.

27. — Les barèmes figurant à l'Annexe IV à l'Annexe à la Convention Collective concernant la rémunération donnent le montant des primes de fin d'année normales, majorées ou réduites correspondant à chaque échelon de chaque échelle et aux différents traitements des agents confirmés et des agents à service discontinu.

Maintien de la prime brute de l'exercice précédent.

28. — Il peut arriver que la prime brute d'un agent ayant bénéficié d'un avancement en grade au cours de l'exercice soit inférieure à la prime brute qu'avait eue l'intéressé pour l'exercice précédent; dans ce cas, sous réserve que la manière de servir de l'agent soit restée satisfaisante dans son nouveau grade, la prime brute qui lui avait été attribuée pour ce dernier exercice lui est maintenue jusqu'à ce que la prime brute correspondant au classement, échelle et traitement réels de l'intéressé devienne au moins égale à cette prime maintenue.

Il peut arriver d'autre part que des agents qui ont été, dans le deuxième semestre de l'exercice, changés de circonscription régionale pour les besoins du service, sans avancement en grade (et sans que ce changement résulte d'une mesure disciplinaire) (1) obtiennent, par le jeu des règles de classement indiquées aux Chapitres I et II de la présente Instruction, une prime brute inférieure à celle qu'ils avaient obtenue pour l'exercice précédent : dans ce cas, sous réserve que la manière de servir de l'agent soit restée satisfaisante dans son nouveau poste la prime brute qui lui avait été attribuée pour ce dernier exercice lui est maintenue. Ce maintien ne joue toutefois que pour l'exercice au cours duquel a eu lieu la mutation, l'agent recevant, à partir de l'exercice suivant, la prime correspondant effectivement à son rang de classement.

(1) Les agents intéressés figurent sur les tableaux de classement de leur nouvelle circonscription régionale mais ils ne sont pas comptés dans le nombre des agents servant à déterminer le nombre des primes majorées susceptibles d'être accordées.

B. — CALCUL DE LA PRIME NETTE

29. — La prime brute peut être réduite en raison de certaines absences ou de sanctions disciplinaires.

Influence des absences sur la prime de fin d'année.

30. — Les réductions de la prime de fin d'année en raison des absences sont effectuées dans les conditions indiquées à l'Annexe III à l'Annexe à la Convention Collective concernant la rémunération.

Réduction pour mesure disciplinaire.

31. — Le coefficient de réduction à appliquer est la somme des indices de réduction afférents aux différents blâmes du Chef du Service ou du Directeur que l'agent a encourus au cours de l'exercice.

En outre, toutes les punitions supérieures au blâme du Directeur avec réduction ou suppression de la prime de fin d'année entraînent la suppression de la prime.

Montant de la prime nette.

32. — Les coefficients de réduction résultant des dispositions des articles 30 et 31 sont additionnés. Le coefficient total de réduction ainsi déterminé est appliqué à la prime brute normale, majorée, ou réduite correspondant au rang de l'agent sur le tableau de classement ou, le cas échéant, à la prime maintenue. Le résultat de l'opération est arrondi aux 10 f les plus voisins ou aux 10 f supérieurs en cas d'équidistance.

Agents ayant cessé leurs fonctions au cours de l'exercice.

33. — Les agents commissionnés ou confirmés qui cessent leurs fonctions en cours d'exercice pour un motif autre que la révocation, la radiation des cadres ou le licenciement par mesure disciplinaire ont droit à une part de prime de fin d'année correspondant au temps passé par eux à la Société Nationale au cours de l'exercice.

Cette part de prime est calculée d'après le degré de la prime de l'exercice se terminant au 31 décembre précédent (1) et l'échelle et l'échelon sur lesquels sont placés les intéressés au moment de leur cessation de fonctions.

Toutefois si l'agent a, à la fin de l'exercice précédent, bénéficié d'un maintien de prime (voir article 28) et si la prime brute maintenue est supérieure à la prime brute afférente à l'exercice entier, calculée comme il est indiqué à l'alinéa précédent, c'est sous réserve que la manière de servir de l'agent soit restée satisfaisante, la prime brute de l'exercice précédent qui est prise pour base du calcul de la part de la prime afférente au nouvel exercice.

(1) Si l'agent en cause n'a pas obtenu de prime de fin d'année pour l'exercice se terminant au 31 décembre précédent, le montant de la prime brute est fixé par le Chef du Service ou le Chef d'Arrondissement. Sauf circonstances particulières, c'est la prime normale qui est alors attribuée.

Paiement de la prime aux ayants droit des agents décédés.

34. — En cas de décès d'un agent, la prime ou part de prime acquise par l'intéressé est, en principe, versée à la succession; toutefois, si l'agent laisse une veuve non séparée de corps, le versement est valablement effectué entre les mains de celle-ci, à moins d'opposition des héritiers légataires ou créanciers, dans les mêmes conditions que les sommes restant dues au titre du salaire proprement dit.

CHAPITRE IV

BONIFICATIONS D'ANCIENNETÉ

35. — Une bonification d'ancienneté est attribuée aux agents commissionnés à service continu qui ont obtenu pour l'exercice une prime de fin d'année majorée.

La bonification est fixée à :

- 3 mois (bonification B3) pour les agents ayant obtenu le degré de majoration M4,
- 2 mois (bonification B2) pour les agents ayant obtenu le degré de majoration M3,
- 1 mois (Bonification B1) pour les agents ayant obtenu le degré de majoration M2 ou M1.

Les agents à qui il est accordé une bonification d'ancienneté en sont avisés par écrit.

Réduction de la bonification d'ancienneté en raison des absences.

36. — En cas d'absence, la bonification d'ancienneté est réduite dans les conditions indiquées à l'Annexe III à l'Annexe à la Convention Collective concernant la rémunération.

Cas où les bonifications d'ancienneté ne sont pas attribuées ou sont mises en réserve.

37. — Il n'est pas attribué de bonification d'ancienneté aux femmes qui au 31 décembre sont au sous-échelon de leur échelle.

Il en est de même pour les agents qui, à cette même date, se trouvaient au dernier échelon de leur échelle ou sont bénéficiaires d'un chevron.

Les bonifications d'ancienneté auxquelles les agents visés à l'alinéa précédent auraient pu prétendre d'après leur rang de classement sont toutefois mises en réserve elles sont utilisées éventuellement pour atténuer les réductions d'ancienneté provoquées par la promotion à une échelle supérieure, mais seulement dans le cas où ces réductions auraient pour effet de placer l'intéressé dans sa nouvelle échelle à un échelon inférieur au dernier et dans la mesure nécessaire pour placer l'agent au dernier échelon de cette échelle sans ancienneté dans cet échelon. L'excédent est, le cas échéant, mis à nouveau en réserve.

3 août 1938

4122

3 août 1938

QUESTION VI bis - Convention collective

(s) p. 52

Bonifications d'ancienneté

Livre II - Chapitre VIII

M.SURLEAU

La question a été réservée jusqu'à la mise en vigueur du tableau des échelles de traitements qui doit être annexé à la convention. La Fédération demande, en effet, de profondes modifications du régime actuel de ces bonifications, voire même leur suppression. En attendant, les dispositions du statut de 1920 continueront à être appliquées.

Extrait du rapport soumis au Conseil
du 9 Août 1958.

Convention collective - Chapitre VIII -

Dispositions relatives aux bonifications d'ancienneté

ARTICLE 33 - Bonifications d'ancienneté et retards à l'avancement.

§ 1 - L'avancement de traitement dans une même échelle, c'est-à-dire le passage dans cette échelle d'un échelon à l'échelon supérieur, s'effectue normalement à l'expiration du délai indiqué dans le Tableau des échelles de traitement annexé à la présente Convention.

§ 2 - Ce délai peut être augmenté par des retards à l'avancement prononcés par mesure disciplinaire dans les conditions fixées au Chapitre X. L'avancement peut être, en outre, retardé, en cas d'absence ou de maladie prolongée.

§ 3 - Réservé (2)

§ 4 - Réservé (2).

- (2) Ces paragraphes concernent les bonifications d'ancienneté et leur attribution. Ils sont réservés jusqu'à la mise en vigueur du tableau des échelles de traitement annexé à la présente Convention. Jusque là les bonifications d'ancienneté seront attribuées avec la valeur et dans la proportion définies à l'article 16 du titre III du Livre II du statut du personnel en utilisant les tableaux de classement prévus à l'article 38 de la présente Convention.

Memento de la Conférence
tenue au Cabinet de Monsieur FROSSARD
Ministre des Travaux Publics le 16 juillet 1938

.....
Bonification d'ancienneté et majoration de gratification

Les deux parties restent sur leur position.
Le Ministre ne fait pas connaître son point de vue.

.....

31 mai 1938

4122

e) Convention collective

(s) p. 75

Bonifications d'ancienneté -

P.V. court -

Le Comité prend acte du compte rendu que lui présente M. SURLEAU sur l'état des négociations qui se poursuivent avec le personnel pour l'établissement de la convention collective.

Sténo -

M. SURLEAU - Je vous ai déjà entretenu de cette question. La Fédération insiste pour la suppression de ces bonifications. Elle fait ressortir, à l'appui de cette demande, que la suppression qu'elle propose aboutira à une économie annuelle de l'ordre de 10 M., mais elle envisage par ailleurs l'organisation du tableau d'avancement de telle manière que les nominations se feront sur un rythme beaucoup plus rapide et qui se traduira par des dépenses annuelles bien supérieures à 10 M.

Il faut donc, sur ce point, maintenir notre point de vue et nous refuser à la suppression des bonifications en cause.

M. LE PRESIDENT - D'accord.

Extrait du Rapport soumis
au Comité du 31 Mai 1938.

Convention collective - Livre II -

Chapitre VIII - Bonifications d'ancienneté et retards à l'avancement.
Gratifications de fin d'année - chevrons -

La page droite de ce fascicule contient les textes proposés le 12 Mai 1938
par la S. N. C. F. . Les textes sur lesquels un désaccord subsiste sont encadrés dans
un cartouche .

La page gauche de ce fascicule précise les points de désaccord ainsi
que les propositions transactionnelles faites par M. le Président Claudon
au cours des séances des 25 et 27 Mai de la Commission .

Demandes de la Fédération

2° - Suppression des bonifications d'ancienneté (§§ 2 et 3 de l'article 33 ci-contre).

La Fédération demande la suppression des bonifications d'ancienneté (Economie 10 millions).

Les Représentants de la Société Nationale insistent pour le maintien de ces bonifications.

M. CLAUDON partage ce dernier point de vue et ne peut qu'enregistrer le désaccord.

Textes proposés par la S.N.C.F.

ARTICLE 33 - Bonifications d'ancienneté et retards à l'avancement.

§ 1 - L'avancement de traitement dans une même échelle, c'est-à-dire le passage dans cette échelle d'un échelon à l'échelon supérieur, s'effectue normalement à l'expiration du délai indiqué dans le Tableau des échelles de traitement.

§ 2 - Ce délai peut être réduit ou augmenté par des bonifications d'ancienneté ou des retards à l'avancement.

§ 3 - Les bonifications d'ancienneté sont normalement attribuées chaque année, avec effet au 1er Janvier, dans les conditions fixées à l'article 38 ci-après aux agents les plus méritants qui n'ont pas encore atteint le traitement maximum de leur échelle ; elles ont une valeur d'un, deux, trois ou quatre mois.

§ 4 - Les retards à l'avancement sont prononcés par mesure disciplinaire dans les conditions fixées au Chapitre X. L'avancement peut être, en outre, retardé, en cas d'absence ou de maladie prolongée.

24 mai 1938

24 mai 1938

e) convention collective

(s) page (57) Bonifications d'ancienneté-

P.V. court -

Le Comité prend acte du compte rendu que lui présente M. SURLEAU sur l'état des négociations qui se poursuivent avec le personnel pour l'établissement de la convention collective.

Sténo -

M. SURLEAU - Enfin, la Fédération demande la suppression des bonifications d'ancienneté qui variaient avec les notes de fin d'année. En somme, les représentants du personnel insistent pour que soient supprimées toutes les mesures qui permettent de différencier les agents d'après la valeur des services qu'ils rendent.

M. LE PRESIDENT - Nous maintenons ces bonifications.